



Face au mépris du ministre,

Pour l'augmentation des salaires, pour nos conditions de travail et pour des moyens à la hauteur dans l'Education Nationale,

Pour une politique et une communication ministérielles respectueuses des personnels, des élèves et des familles.

Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les réformes menées par le ministre les aggravent. Or, le Parlement a adopté un budget qui est loin de traduire l'ambition éducative dont notre pays a besoin. En effet, il ne prend pas la mesure de l'augmentation des effectifs, de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail. Pire, le ministre profite de la crise sanitaire pour accélérer ses attaques contre le service public d'éducation !

Salaires

Dans le budget 2021, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale avec 400 millions d'euros prévus. C'est très peu pour les personnels, et de fait les mesures proposées pour 2021 ne concerneront que 31% des personnels. Les AED, les AESH et les personnels non-enseignants ne se voient rien proposer. Le gel du point d'indice continue.

Le Grenelle du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'Ecole, les missions et les statuts des enseignant-es. Les organisations exigent un budget qui engage un rattrapage des pertes salariales subies, grâce à un plan pluriannuel de revalorisation.

Rentrée 2021

Pas de moyens supplémentaires pour les écoles, 1883 suppressions d'emplois d'enseignants dans les collèges et les lycées, aucune création de postes de personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé ! Les organisations exigent un budget qui renonce aux suppressions d'emplois, grâce à un plan pluriannuel pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents.

Éducation prioritaire

La réforme annoncée en novembre entraînera la suppression de la carte des REP dès la rentrée 2022. C'est un abandon de la politique nationale de l'éducation prioritaire, basée sur des critères sociaux et scolaires, qui permettait de "donner plus à ceux qui ont moins"

au profit de choix académiques. Les organisations dénoncent la contractualisation locale des moyens (seulement pour 3 ans), la mise en concurrence des établissements et des équipes, la perte des indemnités et des bonifications.

Baccalauréat

Les organisations syndicales réaffirment leur attachement aux épreuves terminales, nationales, ponctuelles et anonymes, garantes de la valeur nationale du diplôme et de l'égalité des candidats face à l'examen. Elles demandent leur rétablissement dès cette année et l'abandon du contrôle continu.

Crise sanitaire

Non monsieur le ministre, depuis le début de la crise sanitaire nous ne sommes pas prêt ! l'improvisation est permanente, les conditions de sécurité sanitaire ne sont pas garanties, rien - que ce soit dans les programmes, les examens ou les moyens - ne tient compte des effets de la pandémie.

Il faut en urgence engager les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires.

Décentralisation

La loi 4D ouvre la voie à une nouvelle vente à la découpe de la Fonction publique : dans l'éducation, avec le transfert de la médecine scolaire aux collectivités territoriales, la mise sous tutelle des adjoints-gestionnaires à l'autorité fonctionnelle des collectivités. Ce projet de loi est dangereux pour l'égalité de traitement des citoyen-nes ; il consacre plutôt une déstructuration du cadre national d'intervention des services publics et un découpage des missions publiques. Les organisations s'opposent à ce nouvel acte de décentralisation.

Métiers

Injonctions idéologiques hors de toute réalité, désorganisation des conditions d'exercice, autoritarisme permanent. Les organisations demandent la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent par le Ministre de l'Éducation Nationale.

Elles appellent les personnels à la **grève le mardi 26 janvier** pour exiger des créations de postes, une autre politique éducative, le dégel de la valeur du point d'indice couplé à des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation.

De nombreux autres secteurs sont eux aussi mobilisés en janvier (santé, énergie, ...). Des convergences seront à construire pour un printemps de luttes, avec un premier temps fort le 4 février.

3 rendez-vous dans l'Oise :

- **Secteur de Compiègne** : rassemblement devant la mairie à 10h00
- **Secteur de Creil** : rassemblement devant le lycée Marie Curie de Nogent-sur-Oise à 9h30 puis manifestation vers le lycée Jules Uhry de Creil
- **Secteur de Beauvais** : manifestation départementale au départ de la DSDEN à 14h00